



Présidence : Biélorussie

## 1016<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 6 juillet 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 11 heures

2. Président : Ambassadeur A. Dapkiunas

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

*Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace OSCE* : Fédération de Russie (annexe) (FSC.DEL/253/22/Add.1), Royaume-Uni (FSC.DEL/252/22 OSCE+), Biélorussie (FSC.DEL/254/22 OSCE+), Canada, République tchèque-Union européenne (FSC.DEL/251/22)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

*Mécanisme d'avertissement et de rappel établi en vertu de la Décision n° 10/02 du FCS (FSC.DEC/10/02)* : Président (FSC.DEL/255/22 OSCE+)

4. Prochaine séance :

Mercredi 13 juillet 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence



---

**1016<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1022 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

N'ayant pas réussi à s'adapter aux conditions de l'après-guerre froide, l'Alliance de l'Atlantique Nord dirigée par les États-Unis d'Amérique continue de chercher à justifier son existence par un seul moyen et à attiser un foyer d'instabilité en Europe. Le sommet de l'OTAN tenu à Madrid du 28 au 30 juin, qui s'est avéré n'être rien d'autre qu'un geste de désespoir de la part de l'Occident collectif, s'inscrit dans cette logique. En 2021, l'OTAN humiliée a dû quitter l'Afghanistan. Aujourd'hui, alors que la Russie prend des mesures pour défendre ses intérêts en matière de sécurité, l'OTAN, dans son impuissance, ravive le vieil adage de son premier Secrétaire général, Lord Hastings Lionel Ismay : Maintenez l'Union soviétique (à présent la Russie) en dehors, les Américains dedans, et rabaissez les Allemands (à présent l'UE). Eh bien, un vestige de la guerre froide ne saurait fonctionner que selon les lois de cette dernière. Cependant, ces temps sont révolus depuis longtemps. Une ère de multipolarité s'ouvre, une ère au cours de laquelle les États se battent pour un ordre mondial véritablement démocratique fondé sur le respect inconditionnel des droits et des intérêts des pays et des peuples.

Permettez-moi de dire quelques mots sur la décision d'élargir l'OTAN vers le nord. Certains États croient qu'ils pourront ainsi « s'échapper » de la Russie. À cet égard, les préparatifs de la célébration du 300<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Poltava en 2009 me viennent à l'esprit. Comme le rappelle Grigory Karasin, qui préside actuellement la Commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération de la Fédération de Russie, un collègue suédois avait déclaré à l'époque : « Nous sommes reconnaissants au tsar russe Pierre I<sup>er</sup> d'avoir vaincu notre roi Charles XII. Depuis ce jour, nous avons compris quelle était notre place en Europe : nous avons cessé de faire la guerre et commencé à mener une vie paisible et aisée. » Il est dommage que ceux qui étaient autrefois nos bons voisins choisissent aujourd'hui de tenir un discours militariste et cherchent à s'impliquer dans une guerre hybride de grande envergure contre la Russie. De plus, sous la pression incessante du Gouvernement des États-Unis, ils ont eux-mêmes renoncé non seulement à des traditions séculaires de neutralité, mais aussi à d'autres idéaux dits démocratiques chéris par l'Occident. Voyons ce qui en découlera.

La « rencontre » de l'OTAN à Madrid n'a été marquée par rien de sensationnel. Toutes les décisions étaient bien connues d'avance : désignation des ennemis extérieurs (Russie et Chine), militarisation à outrance du continent européen, exacerbation de la crise sécuritaire européenne et, bien sûr, témoignages de soutien inconditionnel aux criminels de guerre à Kiev. À l'évidence, les États membres de l'OTAN n'ont pas encore compris qu'en Ukraine, non seulement ils détruisent leurs propres armes et leurs propres citoyens mercenaires, mais ruinent complètement leur propre réputation, puisqu'ils font la guerre – c'est loin d'être la première fois – à tout ce qui est russe.

Avec le soutien de ses maîtres de l'OTAN et en suivant leurs conseils, le régime de Kiev a utilisé des missiles balistiques Tochka-U avec des armes à sous-munitions et des drones kamikazes Tu-143 Reys dans les premières heures du 3 juillet pour attaquer délibérément les zones résidentielles des villes russes de Belgorod et de Koursk, où il n'y a aucune installation militaire. Les systèmes de défense antiaérienne russes sont passés à l'action contre tous les projectiles ennemis, mais il n'en demeure pas moins que ces frappes ont été délibérément planifiées et menées contre la population civile. Cinq personnes ont été tuées à Belgorod, dont trois citoyens ukrainiens, et quatre autres ont été blessées. Des enfants figuraient parmi les victimes. Plus de 26 immeubles d'appartements et de 46 maisons ont été endommagés. Heureusement, il n'y a pas eu de victimes dans la région de Koursk cette fois-ci, mais, depuis hier, les villages frontaliers ont de nouveau été la cible de tirs d'artillerie. Où sont les cris de condamnation de tous ceux qui ont exploité les prétendues frappes russes contre des cibles civiles en Ukraine à des fins démagogiques ? Ou considérez-vous automatiquement les Russes comme des « dommages collatéraux » ? Nous avertissons le régime criminel de Kiev et ses maîtres que les représailles sont inévitables.

Nous notons avec indignation que les médias occidentaux « libres » tant appréciés ont présenté des images de Belgorod comme si elles montraient les « conséquences des frappes russes sur l'Ukraine ». Dans le même temps, les journalistes européens qui couvrent honnêtement les événements dans la zone de l'opération militaire spéciale font l'objet de poursuites dans leur pays. Parmi eux, la journaliste allemande Alina Lipp, qui a été accusée en Allemagne d'« encourager et d'approuver des actions criminelles » contre l'Ukraine simplement parce qu'elle a interviewé des habitants du Donbass. Personne en Occident ne se soucie de savoir si ces événements se sont vraiment produits : il est plus facile de se délecter de la propagande anti-russe dominante.

La tentative d'accuser les forces armées russes d'avoir frappé un centre commercial dans la ville de Kremenchuk le 27 juin en est un bon exemple. Les forces aérospatiales de la Fédération de Russie avaient en fait pour objectif l'usine d'engins pour la construction de routes Kredmash à Kremenchuk, une usine de défense dans laquelle étaient stockées des armes et des munitions reçues des États-Unis et des pays européens à l'intention du groupement tactique des forces armées ukrainiennes dans le Donbass. Il était prévu d'utiliser ces armes pour tuer des Russes. L'explosion des munitions stockées dans cette usine a provoqué un incendie dans un centre commercial situé à proximité et qui n'était plus utilisé depuis longtemps à des fins commerciales. La première question qui devrait venir à l'esprit de toute personne sensée est de savoir pourquoi le régime criminel de Kiev stockait des armes et des munitions dans des hangars situés à proximité d'infrastructures civiles. La population civile est-elle à nouveau utilisée comme boucliers humains ? La deuxième question est une question qui doit être posée aux maîtres occidentaux du Gouvernement ukrainien : considérez-vous encore que l'expédition de biens militaires aux néonazis ukrainiens est

conforme aux dispositions du Traité sur le commerce des armes et à vos obligations internationales en matière de contrôle des exportations ?

Monsieur le Président,

Les différences d'approche entre la Russie et les pays occidentaux en ce qui concerne leurs évaluations respectives des objectifs et des tâches de l'opération militaire spéciale n'atténuent pas la responsabilité des États-Unis et des pays de l'UE quant aux conséquences du transfert d'armes à l'Ukraine.

Selon le Ministère russe de la défense, plus de 28 000 tonnes de fournitures militaires ont déjà été livrées au régime criminel de Kiev. Certaines de ces fournitures disparaissent au Moyen-Orient et se retrouvent sur le marché noir. Les services de détection et de répression des pays d'Europe occidentale, septentrionale et orientale ont déjà constaté une augmentation sensible du volume du trafic criminel d'armes à partir des territoires contrôlés par le Gouvernement ukrainien. L'Europe du Sud-Est se trouve dans une zone à risque particulier. À cet égard, on ne peut qu'avoir des doutes, à tout le moins, quant à l'engagement des gouvernements français et allemand, fournisseurs d'armes du Gouvernement ukrainien, en faveur des objectifs de lutte contre le commerce illicite des armes qu'ils se sont fixés dans le cadre de l'initiative franco-allemande de 2017 visant à combattre le trafic d'armes à feu dans les Balkans occidentaux.

Certaines armes occidentales dans la zone de l'opération militaire spéciale sont remises directement à l'armée russe par des « défenseurs » du régime de Kiev cherchant à s'enrichir. C'est ainsi que nos troupes se sont emparées tout récemment de deux systèmes d'artillerie automoteurs CÉSAR de fabrication française. On en est même arrivé au point que le personnel militaire ukrainien dans la région de Popasna a échangé un missile guidé antichar Javelin et d'autres armes de fabrication américaine contre dix boîtes de conserves. D'autres systèmes d'armes, y compris des lance-grenades antichars Panzerfaust portatifs de fabrication allemande et leurs munitions, finissent entre les mains des forces alliées de la Russie, de la République populaire de Lougansk et de la République populaire de Donetsk (RPD) en tant que trophées du champ de bataille.

Il existe également une troisième voie pour les équipements militaires occidentaux en Ukraine, à savoir leur transformation en ferraille. Environ un tiers des 70 000 missiles guidés et systèmes de missiles antichars remis à l'armée ukrainienne ont été détruits par des frappes de haute précision des forces aérospatiales russes. Nous avons vu comment la presse occidentale est particulièrement préoccupée par le fait que, sur les 108 obusiers M777 envoyés aux forces armées ukrainiennes, seuls 34 restent en service. Le personnel militaire russe a fait exploser récemment un obusier antichars PzH-2000 de haute technologie de fabrication allemande : il est actuellement examiné par nos spécialistes. J'ai une question pour nos collègues occidentaux : pourquoi vous donnez-vous toute cette peine ? Transportez ces armes directement vers l'Oural. Après tout, vos « canons de fusils » finiront par y arriver de toute façon. Au cas où cela n'aurait pas encore été compris en Occident : les armes occidentales n'ont rien à faire dans le Donbass.

Nous notons avec regret qu'en raison d'une grave pénurie d'armes, le Gouvernement ukrainien continuera d'utiliser tous les moyens pour faire passer l'approvisionnement en matériel lourd des pays occidentaux. Ainsi, les dirigeants ukrainiens prévoient de mettre en

scène un incident impliquant l'utilisation d'armes chimiques par les forces armées russes. À cette fin, les néonazis ukrainiens ont transporté des conteneurs de chlore liquide (plus de 6 000 litres) jusqu'à la station de pompage et de filtration de la centrale thermique de Sloviansk à Mykolaïvka. Ils ont miné ces conteneurs et prévoient de les faire exploser lorsque les unités alliées des troupes russes et des formations de la RPD s'approcheront. Évidemment, tout cela s'accompagnera d'un battage médiatique approprié dans les médias occidentaux. Il n'est pas surprenant que l'Union européenne ait déjà remis à l'Ukraine 300 000 combinaisons de protection chimique et des centaines de kits de neutralisation de substances dangereuses. De même, des formations armées ukrainiennes entreposent délibérément des armes dans des installations de l'industrie chimique, notamment les entreprises Ukrkhimtransammia (Mykolaïv), Odessa Port Refrigerator (Odessa) et Kharkiv Khimprom (Kharkiv). Nous demandons instamment aux nationalistes ukrainiens et à leurs maîtres de revenir à la raison et de s'abstenir de toute provocation dangereuse.

Nous avons parlé en plus d'une occasion de la façon dont des spécialistes ukrainiens ont contribué directement, à la demande des États-Unis, à créer un mécanisme de propagation secrète de souches virales mortelles dans le cadre de la production d'armes biologiques sélectives. En particulier, l'immunité de la population ukrainienne est étudiée dans des centres de recherche financés par le Pentagone en vue d'identifier l'agent pathogène le plus dangereux pour les habitants d'une région et d'une origine ethnique données. À cet égard, nous avons pris note d'une déclaration de Jeffrey Sachs, éminent universitaire américain, qui dirige la Commission Covid-19 de *The Lancet*. Selon lui, il est hautement probable que le coronavirus se soit échappé d'un laboratoire biologique américain, plutôt que d'être d'origine naturelle. Il a également ajouté qu'il y avait « suffisamment de preuves » pour enquêter à ce sujet, bien que personne n'ait voulu jusqu'à présent « trop regarder sous le tapis ».

Monsieur le Président,

L'opération militaire spéciale russe visant à dénazifier et à démilitariser l'Ukraine se poursuit sans heurts. Le 3 juillet, le Ministre de la défense de la Fédération de Russie, Sergueï Choïgou, a informé le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, de la libération de la République populaire de Louhansk (RPL). Grâce au succès des opérations de combat menées conjointement avec les unités alliées de la RPL, un contrôle total a été instauré sur Lysychansk et les centres de population voisins, notamment Bilohorivka, Novodruzhesk, Maloriazantseve et Bila Hora. Les civils ont accueilli les troupes alliées comme des libérateurs, les larmes aux yeux et pleins d'une gratitude sincère.

Des travaux de reconstruction d'envergure sont actuellement en cours dans les territoires libérés des nazis. Des ouvriers militaires russes s'emploient à reconstruire Marioupol ; la livraison du premier quartier résidentiel de 1 000 appartements est prévue pour cet automne. Dans les régions de Kherson, Zaporijia et Kharkiv, personne ne s'attend non plus à ce que les autorités de Kiev reprennent le contrôle. Ces dernières ont déjà montré leur vrai visage en exigeant des services de sécurité de l'État qu'ils intensifient les activités terroristes visant ces régions, en les menaçant de représailles pour leur prétendue « collaboration » avec la Russie, c'est-à-dire pour leur affinité avec la culture russe et leur désir d'honorer leurs ancêtres et de porter des symboles de la victoire dans la Grande Guerre patriotique.

Dans le cadre de la démilitarisation de l'Ukraine, 231 avions, 134 hélicoptères, 1 451 véhicules sans pilote, 353 systèmes de missiles antiaériens, 3 910 chars et autres véhicules blindés, 716 systèmes de lance-roquettes multiples, 3 092 pièces d'artillerie et mortiers de campagne et 4 016 véhicules tactiques utilisés pour des opérations spéciales ont été détruits depuis le début de l'opération militaire spéciale. L'élimination ciblée des mercenaires occidentaux arrivant en Ukraine se poursuit. Selon le Ministre russe de la défense, Sergueï Choïgou, 170 « soldats de fortune » ont été liquidés ces dix derniers jours. Près d'une centaine d'entre eux ont refusé de prendre part aux hostilités et ont quitté le territoire de l'Ukraine. Deux autres mercenaires du Royaume-Uni sont poursuivis en tant que criminels de guerre en RPD. À cet égard, il convient de faire remarquer que le citoyen britannique, Aiden Aslin, qui y est détenu, a déclaré qu'il était plus susceptible d'être tué par les bombardements actifs des forces armées ukrainiennes sur la ville de Donetsk que par l'exécution de sa condamnation à mort. Dans un récent message vidéo posté sur les réseaux sociaux, il a déclaré ce qui suit : « Je suis convaincu que [Dieu] m'a donné la vie afin que je puisse voir la vérité. Pour me mettre sur la voie de la guérison. »

Les succès militaires engrangés par les troupes alliées démoralisent les forces armées ukrainiennes, ce qui conduit à une augmentation du nombre de déserteurs et de ceux qui cherchent à éviter de participer aux combats. Le commandement ukrainien dissimule par tous les moyens possibles le sous-effectif des unités. Une ivresse et une consommation de drogues généralisées, ainsi que des cas d'abandon de positions de combat sans que l'ordre en ait été donné, ont été observés. Des cas dans lesquels les forces armées ukrainiennes ou des mercenaires tirent sur des membres de leur propre camp sont recensés de plus en plus fréquemment.

Les pertes importantes de personnel subies dans le Donbass obligent les forces ukrainiennes à recruter des renforts dans les régions occidentales du pays. Beaucoup ne sont pas prêts à prendre part à des combats intensifs, d'autant qu'ils reçoivent au maximum deux semaines d'entraînement. Des membres du personnel militaire du huitième bataillon de la dixième brigade des forces armées ukrainiennes, basé dans la ville de Siversk, se sont adressés récemment au Président ukrainien en ces termes : « Nous n'avons pas de commandants ... Dans ces circonstances, nous serons obligés de refuser d'effectuer des tâches de combat, puisque nous sommes avant tout des êtres humains, pas de la chair à canon. Nous ne sommes pas les seuls, nous sommes nombreux. » Ces propos confirment une fois de plus que même les citoyens qui ont subi un lavage de cerveau par la propagande de Kiev commencent à comprendre que la Russie n'est pas en guerre contre eux, contre le peuple ukrainien, mais qu'elle mène une guerre contre un régime criminel, procède à la dénazification et la démilitarisation de ce régime et élimine une menace à la sécurité en Europe.

Toutefois, le Gouvernement ukrainien n'entend pas s'arrêter. La liste des personnes tenues d'effectuer leur service militaire à compter du 1<sup>er</sup> octobre inclut désormais également les femmes âgées de 18 à 60 ans. Il est significatif qu'un conseiller externe du Cabinet du Président ukrainien, Oleksii Arestovych, évoque ouvertement le fait que les femmes ne soient pas traitées comme des êtres humains dans les forces armées ukrainiennes : « Les femmes dans l'armée – c'est une histoire terrible. Elles ne sont pas traitées comme des humains. Ensuite, il y a des problèmes d'hygiène. Les femmes risquent d'être victimes de harcèlement sexuel. ... Elles sont constamment sous pression parce que, dans bien des cas, les hommes ne voient pas les femmes comme des êtres humains. Ce sont des choses qui ont été ancrées dans

la tradition depuis l'interdiction faite aux femmes d'entrer dans la Zaporozhian Sich. » On peut légitimement se demander si les assurances données par la délégation ukrainienne au Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) selon lesquelles la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies était en cours d'incorporation dans tous les domaines d'activité de l'armée ukrainienne avaient une valeur quelconque. Nous tenons à vous rappeler que ces assurances ont également été données par la Vice-Ministre ukrainienne de l'intérieur, Tetiana Kovalchuk, à la séance commune du FCS et du Conseil permanent de l'OSCE le 20 mai 2020. Où est la réaction des chantages occidentaux de la résolution 1325 au Forum, qui, depuis plusieurs années, soutiennent hystériquement qu'il est nécessaire d'élaborer une déclaration du Conseil ministériel de l'OSCE sur ce sujet ?

Ici, il convient de souligner que la majorité des Ukrainiens qui, ne souhaitant pas mourir pour les autorités actuelles, ont déserté en Europe sont des jeunes hommes en âge d'accomplir leur service militaire. Ils exigent que les autorités locales leur assurent des conditions de vie très confortables du niveau des hôtels cinq étoiles, circulent dans Vienne à bord de voitures étrangères coûteuses et recourent souvent à la violence contre la police, tandis que leurs pairs en Ukraine se voient délivrer partout des ordres d'incorporation militaire. C'est on ne peut plus révélateur.

Monsieur le Président,

Pour résumer la déclaration d'aujourd'hui, je tiens à souligner que si les maîtres anglo-saxons du Gouvernement ukrainien rappellent ce dernier à l'ordre et affirment qu'il n'est pas encore temps de mener un dialogue pacifique entre la Russie et l'Ukraine, ils ne se rendent pas compte que l'opération spéciale en Ukraine pourrait prendre fin dans les prochaines 24 heures. Il suffit pour cela d'ordonner aux bataillons nationalistes et aux forces armées ukrainiennes de déposer les armes et de remplir les exigences de la Russie. Cependant, très nombreux sont ceux qui, en Occident, en particulier sur les rives de la Tamise, n'ont pas besoin de la paix en Ukraine, qui serait même désavantageuse pour eux.

Je pense que nous allons entendre maintenant des comptes rendus triomphants sur la façon dont l'Ukraine aurait chassé la garnison russe de l'île aux Serpents. Cependant, vous feriez mieux de conserver votre ardeur pour le moment où le drapeau bleu-jaune y sera hissé effectivement. Mais nous n'en sommes pas là. En fait, les forces russes ont quitté l'île de manière ordonnée après avoir accompli toutes les tâches qui leur avaient été confiées. L'île reste sous le contrôle de l'artillerie.

Soit dit en passant, ces mêmes responsables britanniques brûlent d'impatience de déployer des navires de leur jadis grande marine royale en mer Noire. La libération des ports pour l'exportation des céréales ukrainiennes est citée en guise de prétexte. Il convient de noter qu'une escadre anglo-française a déjà tenté en 1915 de forcer un passage à travers les détroits jusqu'en mer Noire. Je pense que les distingués conseillers militaires s'en souviennent et nous parleront de ce chapitre de leur histoire militaire.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que la présente déclaration soit annexée au journal de la séance.